

Introduction

Christine BARD

Il y a cinquante ans exactement naissait La Maternité heureuse, provoquant une incompréhension et une hostilité que résume bien sa première secrétaire générale, la sociologue Évelyne Sullerot :

C'est le 8 mars 1956 très exactement que je suis allée, avec mon quatrième enfant dans sa poussette, jusqu'à la préfecture de police pour déposer les statuts de l'association « La Maternité heureuse », qui préfigurait le Planning. J'ai juché mon gros bébé sur le comptoir pour remplir plus à l'aise l'imprimé, et la préposée m'a dit en regardant mon poupon : « Ah! la maternité heureuse, je vois! » Elle ne voyait rien du tout! Mais ce même jour, 8 mars 1956, s'adressant à l'Assemblée nationale en l'honneur de la Journée des Femmes, la députée communiste Marie-Claude Vaillant-Couturier, qui, elle, avait compris ce que nous voulions faire avec « La Maternité heureuse », nous injurait publiquement, stigmatisant le « néo-malthusianisme réactionnaire » que nous incarnions, nous dénonçait comme suppôts des richissimes Américains, et affirmait que « le *birth-control* n'était qu'un leurre couvrant les crimes du capitalisme, et qu'il était dirigé contre les travailleurs qu'il voulait détourner de la lutte »¹.

Le cinquantenaire du Planning a été fortement relayé dans les médias. Le livre écrit par Isabelle Friedmann à la demande du Planning *Liberté, sexualités, féminisme. 50 ans de combat du Planning pour les droits des femmes* (La Découverte, 2006) a rencontré un écho important et mérité. On a envie de dire que le Planning a été *fêté* tant la sympathie vibre dans des réactions presque unanimes aujourd'hui : les combats d'hier sont aujourd'hui des libertés garanties par la loi, des « droits des femmes » (qui sont aussi des progrès pour les hommes). Contraception = loi Neuwirth de 1967 (28 décembre). Avortement = loi Veil de 1975 (17 janvier). Deux acquis fondamentaux qui doivent beaucoup à l'action du Planning familial. L'enthousiasme de l'anniversaire ne repose pas seulement sur une reconnaissance un brin nostalgique. C'est notre actualité qui accroche encore l'intérêt pour cette histoire : Sohane Benziane² et Marie Trintignant,

1. Évelyne SULLEROT, « L'engagement des femmes de la Libération aux années soixante », *Femmes et pouvoir, 8 mars 2004*, Actes des colloques du Sénat, Paris, Palais du Luxembourg, 2004, p. 51.

2. Sohane Benziane, jeune fille de 17 ans, est morte brûlée dans un local à poubelles par un jeune caïd de sa cité à Vitry-sur-Seine en 2002. L'émotion provoquée par ce crime a conduit à la Marche des femmes des quartiers contre les ghettos et pour l'égalité, en 2003, et à la création de Ni putes, ni soumises. Le meurtrier de Sohane a été condamné à 25 ans de prison en 2006. L'actrice Marie Trintignant, âgée de 41 ans, est morte en 2003 à la suite des coups portés par son compagnon Bertrand Cantat, chanteur de Noir Désir. Féministe, comme sa mère la réalisatrice Nadine Trintignant, elle avait joué dans le téléfilm *Victoire ou la douleur des femmes* (2000) le rôle d'une militante pour le droit à l'avortement. Bertrand Cantat a été condamné à 8 ans de prison.

Ni putes ni soumises, les mariages forcés, l'excision, les réfections d'hymen, les tournantes, les suicides de jeunes homosexuels, les commandos anti-IVG, le Vatican et le préservatif, l'extrême droite dénonçant l'« holocauste des enfants à naître »... Le Planning est devenu une association féministe solidement structurée et a élargi son champ d'intervention : toujours veiller bien sûr au respect des droits acquis, à la bonne application de la loi, en essayant de l'améliorer (loi Aubry du 4 juillet 2001), mais plus généralement créer les conditions d'une vie sexuelle épanouissante, sans contrainte ni domination. Le Planning a aussi une fonction d'accueil et d'écoute, et reçoit dans ses permanences des femmes, mais aussi des hommes, de tous âges, de toutes conditions ou origines, ce qui l'oblige à intervenir dans des domaines très divers : le sida, la prostitution, la violence domestique, l'éducation sexuelle des jeunes, la pornographie, le viol... L'autonomie et la dignité des femmes sont encore à l'ordre du jour. Le combat continue : c'est bien le sens de cet anniversaire. Il continue aussi pour les adversaires du Planning. Malgré leur défaite parlementaire et leur petit nombre, ils sont déterminés. Poussés par des mobiles politico-religieux, ils n'hésitent pas à braver la loi — il a fallu créer le « délit d'entrave à IVG » (loi Neiertz du 27 janvier 1993) — et sont bien présents sur Internet dans des réseaux internationaux dits *prolife* dominés par les États-Unis (Fiammetta Venner).

L'histoire du temps présent n'est certes pas aisée. Justement parce que le combat continue, il n'est pas possible de tout dire : ce travail tient compte de la censure et de l'autocensure³. Heureusement, les avantages l'emportent. Notre documentation est considérablement enrichie par les sources orales fournies par les témoins et acteurs du Planning. Nous en sommes particulièrement conscientes au sein de l'association Archives du féminisme où la commission audiovisuelle recueille des témoignages⁴. Ce livre reprend à la fois les interventions faites au colloque du 8 mars 2006 et les témoignages, en version condensée, donnés au séminaire qui s'est tenu au Centre d'histoire de Sciences Po en 2005-2006 : la mémoire de Pierre Simon, Simone Iff, Danielle Gaudry et Françoise Laurant rejoint donc ce travail d'histoire. D'autres figures du Planning sont citées dans ce livre, pour des témoignages donnés antérieurement ou bien dans la perspective de cette publication.

Du côté des archives, nous sommes encore au milieu du gué. Au siège du Planning, 4, square Saint-Irénée, dans le 11^e arrondissement, se trouve le fonds principal, très volumineux, associé à un centre de documentation important. Le classement des archives nécessitera un long travail. La Bibliothèque Marguerite Durand dispose d'archives de Catherine Valabrègue (décédée en 1999), secrétaire générale puis vice-présidente du Planning, militante féministe très dynamique, fondatrice, entre autres, de l'Association pour une éducation non sexiste (en

3. La quête biographique se heurte à un désir de protection de la vie privée. Les témoignages relatant l'expérience personnelle de la « révolution sexuelle » chez des militant-e-s du Planning familial sont rares (pour en avoir malgré tout un exemple, voir Christine BARD, « Fanfan : l'utopie devenue réalité? », *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, n° 22, 2005, p. 219-225). La censure ou l'autocensure frappent également le mélange politique-associatif, qui doit pour certain-e-s rester discret, voire secret.

4. Voir le site de l'association : <http://www.archivesdufeminisme.fr>

1980). On trouve aussi dans cette bibliothèque le fonds Simone Iff (née en 1925), présidente du Planning dans les années soixante-dix, très présente dans ce livre.

Le Centre des archives du féminisme de l'université d'Angers s'est récemment enrichi des fonds de deux médecins qui ont marqué l'histoire du Planning : Suzanne Képès et Pierre Simon. Médecin du travail, passionnée par la sexologie et les techniques de relaxation, Suzanne Képès (1918-2005) était chargée de la formation des conseillères du Planning ⁵. Gynécologue obstétricien, Pierre Simon (né en 1925) a donné sa documentation concernant non seulement le Planning mais ses activités scientifiques en matière de contraception, ainsi que les traces de ses nombreuses interventions publiques, reflets de sa philosophie humaniste du vivant. Ces dons sont gages de futures recherches et permettent aussi une forme de transmission intergénérationnelle dont nous avons besoin. Pour le moment encore, ce sont les publications du Planning qui fournissent la documentation la plus utilisée : il faut d'ailleurs souligner le dynamisme éditorial de cette association qui a publié un bulletin, puis une revue, des livres collectifs, auxquels il faudrait ajouter les ouvrages réalisés par les grandes figures de l'association : parmi d'autres, citons la juriste Anne-Marie Dourlen-Rollier et la journaliste et écrivaine Catherine Valabrègue, qui ont su expliquer clairement au grand public les enjeux du planning familial.

Le rôle des images ne doit pas être négligé car l'affiche constitue une part importante de l'activité militante (de la conception au collage) et symbolise en une sorte de raccourci les buts de l'association. Le Planning dispose justement d'une très belle collection de ses productions. Sur le site Musea (<http://www.musea.fr>), Corinne Bouchoux et Bibia Pavard ont réalisé une exposition virtuelle qui retrace l'histoire du Planning à travers quelques-unes de ses affiches. Le cinéma (utilisé comme source par Delphine Naudier pour le mythique *Histoire d'A*), mais surtout la télévision et la radio où le Planning est souvent intervenu restent des continents à explorer. Le Planning a « une image » dans l'opinion. Il est connu, et souffre moins que les autres associations féministes d'un déficit de visibilité. Les quinquas d'aujourd'hui ont souvent un lien personnel avec le Planning, le souvenir ému d'une visite pour une demande de contraception, ou d'une aide pour avorter. Il y aurait sans doute à faire, aussi, une histoire des usagères et usagers du Planning : elles et ils sont d'ailleurs conduits à adhérer à l'association et leurs souhaits, désirs, détresses, besoins ont été entendus, pris en compte par les volontaires, les bénévoles, les médecins, les hôtesse d'accueil... Même s'il s'agit aussi d'une stratégie habile pour convaincre les élus de la nécessité de réviser la loi de 1920, il est frappant de voir la place donnée à la parole des femmes dans *La Grand'Peur d'aimer*, de Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé (Julliard, 1960) ⁶. De là aussi vient la popularité du Planning, car l'ouverture

5. Elle expose son parcours personnel, professionnel et militant dans un livre d'entretien avec Danielle M. Lévy, *Du corps à l'âme*, Paris, L'Harmattan, 1996.

6. Ce qui annonce peut-être la montée en puissance du témoignage dans notre société. L'ouvrage récent de Xavière GAUTHIER, *Paroles d'avortées. Quand l'avortement était clandestin*, Paris, La Martinière, 2004,

de centres crée un lien permanent avec le public ; le mouvement n'est pas coupé de la société.

Le présent livre est tributaire des ressources disponibles, on l'a vu, ainsi que de l'état des recherches : pour le moment trop nationales et pas assez comparatives, prenant trop peu en compte la diversité régionale, ne reliant pas assez le Planning à son environnement, à ses partenaires institutionnels notamment ⁷. Les relations du MFPF avec l'IPPF ⁸ sont éludées dans ce livre, ce qui prolonge injustement une non-reconnaissance de dette de la France à l'égard des pays pionniers : Suède, Grande-Bretagne, États-Unis... Cet ouvrage est pour le moment le reflet assez fidèle des questionnements que le présent adresse au passé. On peut ainsi observer une diminution de l'intérêt porté au monde du travail et aux syndicats (malgré les contributions de Françoise Thébaud et de Simone Iff). Sur la franc-maçonnerie, dont l'apport est essentiel dès la naissance du néo-malthusianisme ⁹, l'heure ne semble pas encore venue (le témoignage de Pierre Simon et l'article de Florence Rochefort comblent en partie cette lacune, essentiellement due à la discrétion des obédiences maçonniques). Il est sans doute aussi trop tôt pour des approches biographiques mais on aimerait lire des portraits des militantes et militants de la première génération. La fondatrice et première présidente du Planning, Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé, n'a pas (encore) la place qu'elle mérite dans la mémoire nationale et dans l'espace public. Que font nos élus ?

Venons-en aux questions qui ont retenu notre attention lors du colloque du 8 mars 2006 à la BnF. Quatre thèmes avaient été choisis : « le féminisme », « les religions et la laïcité », « le politique » et « les relais du Planning dans les milieux culturels, médicaux, intellectuels et journalistiques ».

Pourquoi le féminisme ? Parce que la Maternité heureuse *n'est pas* une association féministe ¹⁰. Ses fondatrices ne se disent pas féministes. Le nom même ne donne aucun indice de féminisme. Pas plus que Mouvement français pour

sans oublier le film bouleversant *Histoire d'un secret*, de Mariana Otéro (2003) : l'enquête de deux sœurs sur les causes véritables de la mort de leur mère, la jeune peintre Clothilde Vautier, décédée des suites d'un avortement clandestin, en 1968. Elles amèneront leurs proches à briser le tabou, après 25 ans de silence.

7. Ne pourrait-on pas envisager un futur colloque sur les Plannings, départementaux et nationaux ? Et réfléchir à la valorisation des travaux universitaires déjà réalisés, souvent des maîtrises d'histoire ou de science politique, le plus souvent inédits et inaccessibles ?
8. L'International Planned Parenthood Federation (IPPF) a été fondée à Londres en 1952. La France y a adhéré en 1958.
9. Soulignons-le à propos de deux grandes figures du néo-malthusianisme : Paul Robin et Madeleine Pelletier encore trop peu connues bien que leurs biographies soient disponibles : Christiane DEMEULENAERE-DOUYÈRE, *Paul Robin (1837-1912). Un militant de la liberté et du bonheur*, Paris, Publisud, 1994 et Christine BARD, dir., *Madeleine Pelletier (1874-1939). Logique et infortunes d'un combat pour l'égalité*, Paris, Côté-femmes, 1992 ; Felicia GORDON, *The Integral Feminist: Madeleine Pelletier 1874-1939*, Cambridge, Polity Press, 1990 et Charles SOWERWINE, Claude MAIGNIEN, *Madeleine Pelletier, une féministe dans l'arène politique*, Paris, éditions ouvrières, 1992.
10. Le mouvement néo-malthusien (fin XIX^e-début XX^e siècles) ne se réclamait pas non plus du féminisme. Cf. Francis RONSIN, *La Grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France XIX^e-XX^e s.*, Aubier, 1980. Roger-Henri GUERRAND, Francis RONSIN, *Le Sexe apprivoisé. Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances*, Paris, La Découverte, 1990. Mais aujourd'hui, il paraît plus féministe que bien des féministes de la III^e République (Cf. Anne COVA, *Maternité et droits des femmes en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Anthropos, 1997).

le Planning familial (MFPF), nom que l'association originelle adopte en 1960. Le mot féminisme n'entre dans les statuts qu'en 1983, après des débats assez virulents (voir Sylvie Chaperon, Françoise Picq et Isabelle Friedmann). Il est vrai que le Planning est *devenu* féministe et qu'il occupe aujourd'hui une place essentielle dans le paysage féministe français. Pourquoi cette évolution ? Dans quel contexte ? Avec quelles conséquences pour l'organisation, ses structures, ses pratiques, sa sociologie (en particulier sa composition par sexe) ? L'« ascèse » historique, pour reprendre le mot de Michelle Perrot, impose un examen critique de toutes les lectures de l'histoire du Planning, y compris des lectures féministes produites par le Planning lui-même dont l'ouvrage *D'une révolte à une lutte. 25 ans d'histoire du Planning familial* (Tierce, 1982) donne un bon exemple. Le témoignage du D^r Pierre Simon, très éclairant sur la première phase du Planning, de ses origines à la fin des années soixante, s'insurge presque contre une histoire qui serait centrée sur les femmes et le féminisme. Il resitue, du point de vue d'un médecin gynécologue et obstétricien progressiste, le Planning dans un cycle de changements qui commence avec l'accouchement sans douleur¹¹ et continue — après la contraception et l'avortement — avec la procréation médicalement assistée et le droit de mourir dans la dignité. Le Planning aura été à un moment donné un outil pour débloquent la société française, bien qualifiée par Janine Mossuz-Lavau de « post-vichyste ». Pour Pierre Simon comme pour d'autres francs-maçons, la redéfinition de la vie qui va de pair avec les luttes du Planning relève d'une nouvelle morale, adogmatique, partant de l'humain.

La révolution sexuelle des cinquante dernières années entre bien évidemment en conflit avec la morale catholique. Il n'est pas inutile ici d'en rappeler les principaux préceptes et de souligner le hiatus entre les prescriptions du clergé et les comportements sexuels des catholiques (Guy Michelat). La déchristianisation est la toile de fond qui a rendu possibles les libertés récentes. Dans le même temps, le Planning intervient comme un agent laïcisateur (Florence Rochefort). Dans les années cinquante et soixante, il est capital, pour avancer, de réunir et de mettre en avant des personnalités des trois grandes confessions de l'époque. C'est difficile du côté catholique, même si la fondatrice est elle-même catholique. Et tout naturel au contraire du côté protestant et juif¹² : on retrouve là des « affinités électives¹³ » déjà déterminantes pour le féminisme de la première vague. Pendant longtemps, le Planning n'a pas eu à manifester un laïcisme de combat : il fallait gagner des catholiques à la cause, les grandes querelles laïques semblaient apaisées, les conflits étaient posés en termes idéologiques, la religion restant au second plan. La montée violente des intégrismes religieux (capables de se

11. Cf. Marianne CARON-LEULLIEZ, Jocelyne GEORGE, *L'Accouchement sans douleur. Histoire d'une révolution oubliée*, Paris, La Découverte, 2004 et Caroline GUTMANN, *Le Testament du D^r Lamaze médecin accoucheur*, Paris, J.-C. Lattès, 1999.

12. Cet « œcuménisme » fait un peu rêver aujourd'hui. Ainsi, Jean-Michel Laxalt, au colloque du Planning à la Mutualité le 18 mars 2006, trouvait emblématique qu'au centre d'orthogénie ouvert par la MGEN à Paris dès 1962, avec des contraceptifs fournis par le Planning, les trois femmes médecins y fussent catholique, juive, protestante.

13. Cf. Patrick CABANEL, *Juifs et protestants en France. Les affinités électives XVI^e-XX^e siècles*, Paris, Fayard, 2004.

rapprocher contre la notion de libre choix, comme le montre Fiammetta Venner) change la donne au tournant du siècle. Dans son témoignage, Françoise Laurant, la présidente actuelle du MFPP, explique les positions laïques du mouvement.

Les causes du Planning doivent trouver des relais et des débouchés politiques. Sortir de la gauche dont il vient, de manière informelle, pour toucher une partie de la droite. L'itinéraire politique d'un Pierre Simon est révélateur, du PSU au centre-droit, du Planning aux cabinets ministériels. Radical-socialiste, au fond, il est avant tout pragmatique et méfiant à l'égard des idéologies. À son image, le Planning des années soixante a le cœur à gauche sans l'afficher. Les années 1968 vont révolutionner le Planning et en faire un mouvement politique assumé. La présence de militants communistes (le parti a révisé sa position) et surtout l'adhésion de jeunes d'extrême gauche changent son discours, sa physionomie. Les départs sont nombreux. En 1967 : Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé. En 1969 : Pierre Simon. Alors que le féminisme d'État prend forme pendant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974 : création du secrétariat à la Condition féminine, attribué à la journaliste Françoise Giroud), le Planning se situe dans la contestation, dans l'opposition. Il se radicalise au contact des jeunes militantes du MLF (vite renommé « Mouvement des femmes »), même si toutes ne s'intéressent pas à cette association « réformiste ». À la tête du Planning, Simone Iff incarne ce changement, insistant sur ses galons gagnés à la base, comme « hôtesse d'accueil » — terme honni — sans titres ni diplômes¹⁴. Le mot « politique » ne quittera plus le discours du Planning qui lui donne un sens large (le MFPP n'est la courroie de transmission d'aucun parti) : sa fréquence montre sans doute la farouche volonté de voir reconnaître que « le privé est politique ». Le MFPP s'est certes rapproché du féminisme radical, mais il ne s'y est pas fondu. Il s'en différencie de plusieurs façons. D'abord, dans son fonctionnement, une exigence démocratique très forte, impliquant des procédures assez lourdes et des structures complexes. L'article de Françoise Thébaud disséquant le congrès extraordinaire de 1983 le montre bien. Ensuite une conception du militantisme elle aussi très exigeante s'appuyant sur toute une batterie de formations et d'« analyses de la pratique ». Alors que ce caractère presque élitiste de la « culture Planning » était souligné, lors du séminaire au Centre d'histoire de Sciences po qui a préparé le colloque, une militante du Planning s'est écriée : « Eh oui ! Changer le monde, ce n'est pas mettre des rustines ! »

En des termes plus châtiés, on peut imaginer ce type de répartition avec de nouveaux interlocuteurs pour le Planning à partir de 1981 : la gauche au pouvoir. Des dossiers avancent, avec Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, qui prend Simone Iff comme conseillère. 1982 : le remboursement de l'IVG. Les premières campagnes nationales sur la contraception. Les subventions. Mais aussi une démobilisation qui affecte tous les mouvements sociaux.

De nouvelles questions sexuelles s'invitent à dans le débat public : le sida, qui oblige le Planning à remanier son discours libertaire, le « jouir sans entrave ». Le

14. « J'en ai quand même quelques-uns » proteste-t-elle lors du séminaire au Centre d'histoire de Sciences Po. Elle les a obtenus dans le cadre d'une reprise d'études à l'université expérimentale de Vincennes (voir son témoignage).

pacs, voté en 1999, qui accomplit un premier pas dans l'intégration sociale des couples de même sexe. La parité — révision de la Constitution en 1999 et loi dite « sur la parité » en 2000 — ne mobilise pas particulièrement le Planning, contrairement à la révision de la loi Veil obtenue en 2001 (« loi Aubry », le 4 juillet). En 2000 est rendue publique la grande enquête sur les violences, dite « enquête ENVEFF », qui montre que ce problème, pris en charge depuis quelques années par le Planning, a été gravement sous-estimé. Et puis, pour ce qui concerne les relations garçons/filles, qui figurent au cœur de la lutte anti-sexiste du Planning, les témoignages de plus en plus accablants sur ce qui se passe dans les cités. La réaction des féministes n'est pas unanime, bien au contraire. En 2005, pour la journée internationale des femmes, le Planning défile avec Ni putes ni soumises le dimanche 6 mars, alors que d'autres associations féministes manifestent le mardi 8 mars ¹⁵.

Sur tous ces sujets, le clivage gauche-droite reste-il pertinent ? Janine Mossuz-Lavau répond à cette question en étudiant les argumentaires des parlementaires lors des débats-clés des quarante dernières années. On le sait, l'appoint des voix de gauche, unanimes, a été décisif pour l'adoption de la loi Neuwirth (sous la présidence du général de Gaulle) et de la loi Veil (sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing). Une partie de la droite s'est libérée des traditions familialistes et puritaines qui constituaient une part de son identité ; mais elle reste séparée d'un Planning ancré à gauche et souvent menacé par l'absence de soutien de certaines collectivités territoriales où la droite est majoritaire. Une attitude plus neutre politiquement, que l'on observe dans beaucoup d'associations féministes nées sous la Troisième République, ou bien dans d'autres pays, était après tout envisageable. L'histoire du Planning montre la force de la bipolarisation en France.

Nous soulignons au début de cette introduction le caractère actuel des questions adressées au passé. La quatrième partie de cet ouvrage en est la meilleure illustration : l'histoire — et la sociologie — culturelle renouvelle l'histoire politique à laquelle ce livre se rattache. Elle invite à prendre en compte d'autres acteurs : que serait le Planning sans les médias qui, en l'occurrence, l'ont très généreusement soutenu : *Le Nouvel Observateur*, et *L'Express* sont privilégiés ici (Bibia Pavard), injustement pour *Le Monde* et pour *Le Canard enchaîné*.

Que serait le Planning sans les médecins qui l'ont fondé et animé, assumant les prescriptions de contraceptifs, puis des avortements clandestins, risquant à tout moment des sanctions ? Créer, en 1962, un Collège des médecins au Planning fut, souligne Sandrine Garcia, un « coup de force symbolique » : une opération rondement menée qui obligera le Conseil de l'Ordre à reconnaître en 1966 que la contraception relève bien des questions de santé.

Que serait le Planning sans les relais culturels dont il a bénéficié, sans toujours les avoir sollicités ? Delphine Naudier montre l'importance des réseaux mobilisés,

15. Ce 8 mars 2005 deviendra une date importante dans l'histoire des féminismes français : il officialise une nouvelle ligne de clivage par rapport à l'islamisme et à la laïcité. Voir sur ce sujet les explications de Caroline FOUREST dans *La Tentation obscurantiste*, Paris, Grasset, 2005.

le soutien de personnalités — Simone de Beauvoir, Françoise Giroud —, l'impact du *Journal d'une femme en blanc*, d'André Soubiran, porté au cinéma par Claude Autant-Lara (1965), avec Marie-José Nat (dans le rôle principal d'une jeune interne impuissante face aux conséquences mortelles des avortements clandestins). Enfin, *Histoire d'A* (1973) de Charles Belmont et Marielle Issartel, interdit de projection et vu par environ un demi-million de personnes!

Sans doute parce qu'à travers le Planning, la société se reconnaît, son histoire est la nôtre : cinquante années de transformations décisives dans la vie des femmes et des hommes ¹⁶.

16. Sur cette évolution rapide, voir Yvonne KNIBIEHLER, *La Révolution maternelle depuis 1945*, Paris, Perrin, 1997 et Xavière GAUTHIER, *Naissance d'une liberté. Contraception, avortement: le grand combat des femmes au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont, 2002.